

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°580 – 18 avril 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### Fin de la dérogation pour le maintien en créances saines les expositions sur les titres publics nigériens

Dans un [communiqué](#) publié le 15 avril 2025, la BCEAO a annoncé la fin de la dérogation accordée aux établissements de crédit de l'UEMOA, les autorisant notamment à garder dans leurs portefeuilles comme des créances saines les titres de l'Etat du Niger. Pour rappel, cette mesure temporaire avait été accordée en janvier 2024 afin de limiter l'impact des sanctions contre le Niger sur la situation financière des banques. En effet, sous le coup des sanctions économiques et financières, le Niger n'avait pu honorer ses échéances de paiement liées aux titres publics qu'il avait émis. La BCEAO justifie la fin de la mesure dérogatoire par la normalisation des interventions de l'Etat du Niger sur le marché financier régional. Par conséquent, les titres publics du Niger bénéficient à nouveau du même traitement comptable et prudentiel que ceux de tous les autres Etats membres de l'UEMOA.

#### Démarrage des exportations de GNL du projet GTA

Le 17 avril 2025, le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), situé à la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie, [a franchi](#) une étape majeure avec le chargement de sa première cargaison de gaz naturel liquéfié (GNL). Cette opération, menée par le groupe britannique BP en partenariat avec Kosmos Energy, la Société des Pétroles du Sénégal

#### Le chiffre à retenir

# 2,4 M tonnes

La capacité de production de GNL estimée du projet GTA au terme de la phase 1

(PETROSEN) et la Société Mauritanienne des Hydrocarbures (SMH), marque l'entrée officielle des deux pays dans le cercle des exportateurs mondiaux de GNL. Le projet GTA est l'un des plus ambitieux d'Afrique de l'Ouest, avec une capacité de production au terme de la phase 1 estimée à 2,4 M de tonnes de GNL par an. Pour mémoire, le gaz extrait est traité sur une unité flottante de production, de stockage et de déchargement (FPSO), puis transféré vers une unité flottante de liquéfaction (FLNG) pour être converti en GNL.

### Bénin

#### Accord au niveau des services sur la 6<sup>e</sup> revue MEDC/FEC et la 3<sup>e</sup> revue FRD

Le 11 avril 2025, les autorités béninoises et le FMI [sont parvenus](#) à un accord au niveau des services sur la sixième revue du programme appuyé par le MEDC et la FEC et sur la troisième revue de l'accord au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Selon le FMI, les résultats du programme ont été solides, avec tous les objectifs quantitatifs pour fin décembre 2024 atteints. En outre, le taux de croissance économique s'est établi à 7,5% en



2024, soit un point de pourcentage de plus que la prévision initiale de 6,5%. Sur le plan des finances publiques, le Bénin a atteint la cible de déficit budgétaire de 3% du PIB fixée par l'UEMOA avec un an d'avance, soutenu par une hausse des recettes fiscales et des dépenses maîtrisées. Les autorités entendent améliorer le déficit budgétaire à 2,9 % du PIB en 2025, conformément à la loi de finances. L'accord, s'il est approuvé en juin prochain par le Conseil d'administration du FMI, permettrait le décaissement de [115 M USD](#) au total.

## Burkina Faso

### Baisse de la production cotonnière de la campagne 2024-2025

La campagne cotonnière 2024-2025 au Burkina Faso a [enregistré](#) une baisse de 27 % de la production de coton conventionnel, estimée à 283 622 tonnes, sur une superficie de 346 778 ha (-25 %). En revanche, le coton biologique affiche une hausse de 20 % à 1 164 tonnes, avec 2 750 ha emblavés (+14 %). Ces résultats seraient imputables à l'insécurité dans les zones de production et une mauvaise répartition des pluies. Pour relancer la filière, le Gouvernement vise 550 000 tonnes de coton conventionnel et 1 700 tonnes de coton biologique pour la campagne 2025-2026. Il prévoit une subvention de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pour réduire le coût des intrants, notamment celui des engrais (-5,4 %) et des insecticides (-13,3 %). Les prix d'achat planchers aux producteurs du kg de coton seront maintenus: (i) pour le coton conventionnel, 325 FCFA (0,49 EUR) le 1<sup>er</sup> choix et 300 FCFA (0,45 EUR) le 2<sup>ème</sup> choix coton et (ii) pour le coton biologique, 375 FCFA (0,57 EUR).

## Côte d'Ivoire

### 9<sup>e</sup> édition du rapport Risque-Pays de Bloomfield

La 9<sup>e</sup> édition de la Conférence Risque Pays, organisée par *Bloomfield Investment Corporation*, 1<sup>ère</sup> agence de notation panafricaine, [s'est tenue](#) le 16 avril 2025 à Abidjan. Spécialisée dans l'analyse financière et la notation de crédit en Afrique, le département *Bloomfield Intelligence* y a présenté son rapport annuel sur la Côte d'Ivoire, attribuant au pays une note de 6,3/10, en légère baisse par rapport à 2024 (6,5/10), tout en le maintenant dans la catégorie des risques faibles. Sur le plan économique, les performances restent solides, avec une note maintenue à 8,1 et une croissance de 6,1 %, soutenue par les Plans Nationaux de Développement (PND) et une industrialisation en hausse. Ces résultats restent toutefois fragilisés par des contraintes majeures : changements climatiques, instabilité politique (dont la note passe de 4,9 à 4,5 dans un contexte électoral tendu), informalité persistante, déficit commercial, et retombées sociales limitées. Par ailleurs, le service de la dette atteint 84 % des recettes fiscales, d'après le rapport, un niveau élevé malgré un ratio d'endettement modéré (59 % du PIB). La note de gestion des finances publiques est ainsi révisée à la baisse (de 6,5 à 6). La corruption, estimée à 1 400 Mds FCFA de pertes annuelles, est également pointée comme un frein à l'efficacité économique et à la mobilisation des ressources. Le système financier, affecté par des déséquilibres dans le système bancaire, voit aussi sa note reculer légèrement à 6,2.

### Hausse de 27 % en valeur des marchés publics en 2024

D'après le communiqué du conseil des ministres du 9 avril 2025, à fin décembre 2024, 5 510 marchés publics ont été [approuvés](#) en Côte d'Ivoire pour un montant total de 1 403



Mds FCFA (2,1 Mds EUR), en hausse de 27,3 % par rapport à 2023. Les procédures concurrentielles (appels d'offres ouverts et restreints) représentent 66,2 % de la valeur totale, contre 61,4 % l'année précédente. Les procédures non concurrentielles, dont les marchés de gré à gré, reculent respectivement à 32,1 % et 12,7 %. La part des PME en valeur passe de 45,4 % à 34,9 %, mais leur accès au marché progresse en volume : 4 165 marchés leur ont été attribués en 2024 contre 3 130 en 2023, et le nombre de PME bénéficiaires augmente de 62,7 %, passant de 1 108 à 1 803.

## Gambie

### La BIDC accorde un prêt de 10 M USD pour soutenir la sécurité alimentaire

Le 14 avril 2025, à l'ouverture de son Conseil des Gouverneurs, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) [a signé](#) un prêt de 10 M USD accordé à la Gambie pour appuyer la société publique *National Food Security Processing and Marketing Corporation*, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et stimuler la productivité agricole. Ce financement s'inscrit dans le cadre du deuxième Plan national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (GNAIP II-FNS), dont l'objectif est de renforcer la résilience du secteur agricole et de réduire la dépendance du pays aux importations alimentaires. Pour rappel, le Programme alimentaire mondial indiquait en début d'année 2025 qu'environ [9 %](#) de la population gambienne se trouvait en situation d'insécurité alimentaire.

### Plus de 12 M EUR mobilisés pour la campagne arachidière 2024/2025

Le gouvernement gambien aurait [décaissé](#) 840,8 M GMD (10,4 M EUR) dans la campagne de commercialisation de l'arachide 2024/2025, qui s'est tenue du 2 décembre 2024 au 2 mars 2025. Ce financement a permis l'achat des récoltes et

le versement des commissions aux coopératives agricoles. A noter que la production d'arachide aurait enregistré une [baisse de 14 %](#) par rapport à la campagne précédente. Le prix d'achat au producteur a été fixé à [38 000 GMD](#) (468,3 EUR) par tonne, afin d'assurer un revenu stable aux agriculteurs. La campagne a cependant [été marquée](#) par des difficultés liées à l'adoption des paiements via les services de transfert mobile et des problèmes de trésorerie dans certains centres d'achat. Pour y remédier, le ministère de l'Agriculture prévoit des réformes, incluant la distribution de semences certifiées, la modernisation des exploitations et la formation aux pratiques agricoles durables. Ces mesures s'inscrivent dans un partenariat avec la [FAO](#) et visent à renforcer la résilience de la filière, qui représente un pilier essentiel de l'économie rurale gambienne.

## Guinée

### Mise en circulation d'un nouveau billet de 20 000 GNF

Le début du mois d'avril a été marqué par la [mise en circulation](#) d'une nouvelle version du billet de 20 000 GNF (d'environ 2 EUR au cours actuel) par la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG). Ce nouveau billet vise à moderniser la monnaie nationale et à optimiser les coûts de gestion fiduciaire, puisqu'il conserve son style antérieur mais intègre de nouveaux éléments sécurisés. Ces nouveaux billets circuleront simultanément avec les précédentes séries jusqu'à ce qu'une décision officielle de retrait soit prise.

## Guinée-Bissau

### Le FMI engage des discussions pour la 8<sup>e</sup> revue du programme FEC et la consultation au titre **de l'article IV**

Une mission du FMI s'est [rendue](#) en Guinée-Bissau du 2 au 10 avril 2025 pour discuter des



consultations annuelles au titre de l'article IV et des politiques économiques soutenant la huitième revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC), approuvé en janvier 2023 pour un montant total de 28,4 M DTS (37,8 M USD), augmenté en novembre 2023 de 11,4 M DTS. Selon les services du FMI, la croissance économique de la Guinée-Bissau est attendue à 5 % en 2025, soutenue par des termes de l'échange favorables et des investissements privés dynamiques. Le déficit budgétaire devrait se réduire à 3 % du PIB, conformément aux engagements du programme FEC. Les autorités ont exprimé leur détermination à poursuivre les réformes visant à renforcer la mobilisation des recettes, maîtriser les dépenses, améliorer la gouvernance et réduire les risques budgétaires, notamment dans le secteur de l'énergie. Les discussions se poursuivront lors des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale (avril) pour convenir des politiques à l'appui de l'achèvement de la huitième revue de la FEC.

## Mali

### Le FMI approuve un décaissement d'urgence de 129 M USD pour faire face aux impacts des inondations

Le 16 avril 2025, le FMI a [approuvé](#) un décaissement de 129 M USD au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR). Ce soutien financier vise à répondre aux besoins urgents de financement de la balance des paiements causés par les inondations survenues en 2024. Il s'agit notamment de financer les importations pour les produits et infrastructures essentiels. L'économie malienne fait face à une série de chocs, climatiques, sécuritaires et humanitaires, dans un contexte de restrictions budgétaires. Les récentes inondations ont causé des dégâts importants aux infrastructures, perturbé l'agriculture et aggravé l'insécurité alimentaire. Ce financement d'urgence est accompagné d'un programme de référence de 11 mois

(accord pour le suivi du programme économique du Mali et l'établissement d'un bilan de mise en œuvre des réformes). Celui-ci prévoit des mesures pour renforcer la gouvernance budgétaire, accroître les recettes fiscales, améliorer l'efficacité des dépenses, et protéger les populations vulnérables (protection sociale et sécurité alimentaire). Par ailleurs, les autorités de transition se sont également engagées à établir un plan transparent d'apurement des arriérés intérieurs et extérieurs, à améliorer la performance des entreprises publiques, en particulier Energie du Mali (EDM), et à maintenir la viabilité budgétaire dans un contexte de coûts d'emprunt élevés. Selon le FMI, le risque de surendettement du Mali est jugé modéré.

## Niger

### L'inflation atteint 4,7 % en g.a en mars 2025

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation s'est [établi](#) à 4,7 % en glissement annuel (g.a) en mars 2025, en accélération après 3,6 % en février. Cette hausse est principalement tirée par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+13,5 % en g.a), des vêtements et chaussures (+4,1 % en g.a), ainsi que des transports (+1 % en g.a). En revanche, la baisse des prix observée dans les secteurs des restaurants et services d'hébergement (-15,8 % en g.a), de l'information et communication (-7,2 % en g.a) et du logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (-4,0 % en g.a.) a contribué à contenir l'inflation globale.

## Sénégal

### Près de 617 M EUR levés sur le marché financier régional

L'État du Sénégal [a procédé](#) au lancement d'un emprunt obligataire par appel public à



l'épargne d'un montant de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR), ouvert du 27 mars au 18 avril. L'opération, clôturée par anticipation, a rencontré un franc succès avec une mobilisation de 405 Mds FCFA (617,4 M EUR) sur le marché régional. Cette émission portait sur des obligations d'une valeur nominale unitaire de 10 000 FCFA, réparties en quatre tranches, notamment (i) Tranche A : 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) sur 3 ans, avec un taux nominal annuel de 6,4 % ; (ii) Tranche B : 70 Mds FCFA (106,7 M EUR) sur 5 ans à 6,6% ; (iii) Tranche C : 40 Mds FCFA (61 M EUR) sur 7 ans à 6,75% ; (iv) Tranche D : 20 Mds FCFA (30,5 M EUR) sur 10 ans, à un taux de 6,95 %. L'opération a été arrangée par la SGI Invictus Capital et la Société Générale. Les fonds levés serviront à financer des investissements prévus dans le cadre du budget 2025, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation et de la santé. Le succès de cette émission, en dépit d'un contexte marqué par la dégradation de la note souveraine, témoigne de la solidité de la signature du Sénégal et de la confiance renouvelée des investisseurs.

### Près de 200 M EUR annoncé pour la campagne agricole 2025/2026

Le 15 avril 2025, à l'issue d'un conseil interministériel présidé par le Premier ministre, le gouvernement sénégalais [a annoncé](#) une enveloppe de 130 Mds FCFA (198 M EUR) pour soutenir la campagne agricole 2025, contre 120 Mds FCFA (183 MEUR) pour la campagne précédente. Ce budget vise à renforcer la souveraineté alimentaire à travers la fourniture d'intrants (semences certifiées, engrais), la mécanisation (lancement du programme « Allo Tracteur »), l'enrôlement digital de 1 000 jeunes volontaires agricoles, et la contractualisation dans les filières stratégiques (maïs, riz, horticulture, banane, anacarde). Des investissements sont également prévus pour développer les infrastructures de stockage, renforcer la transformation locale, promouvoir

l'assurance agricole et encourager la gestion durable des terres.

### Première mise en service de la centrale à gaz du Cap des Biches

Le 22 août 2024, la [centrale](#) à cycle combiné gaz de Cap des Biches de 300 MW, portée par West African Energy (WAE), a franchi une étape clé avec l'allumage de sa première turbine. Située à Rufisque, cette [infrastructure](#) représente près de 25 % de la capacité installée du pays. Le projet, financé à hauteur de 283 Mds FCFA (431,4 M EUR) par des capitaux privés sénégalais, a été construit par l'entreprise turque Çalık Enerji avec des turbines fournies par General Electric. La centrale fonctionnera au gaz naturel, dans le cadre de la stratégie "Gas-to-Power" du Sénégal, visant à convertir les ressources gazières nationales en électricité. La mise en service complète est prévue en avril 2025. L'électricité produite sera vendue à la Senelec via un contrat d'achat à long terme.

## Sierra Leone

### La SFI finance une ferme de 500 ha pour renforcer la sécurité alimentaire

Le 7 avril 2025, IFC a [accordé](#) un prêt de 12 M USD à *Pee Cee Holding* (PCH) pour soutenir la création de la première exploitation agricole à grande échelle de Sierra Leone, centrée sur le marché local. Développée par sa filiale *Pee Cee Agriculture*, la ferme couvrira une superficie 500 ha entièrement irrigués et mécanisés, avec une production annuelle prévue de plus de 40 000 tonnes d'oignons, ainsi que du maïs et des pommes de terre. Le projet vise à renforcer la sécurité alimentaire, réduire la dépendance aux importations, créer des emplois et soutenir l'autonomisation des femmes rurales. Il intègrera des technologies agricoles avancées, notamment une irrigation de précision et des installations de stockage modernes pour limiter les pertes post-récolte et dus aux intempéries climatiques.



## Togo

### Réception du **rapport sur l'examen des politiques de transformation économique de l'OCDE**

Le mercredi 9 avril à Lomé, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a officiellement [remis](#) son [rapport](#) relatif à l'examen des politiques de transformation économique du pays aux autorités togolaises. Ce document stratégique est le résultat d'une collaboration entre l'OCDE et d'autres partenaires dont la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le rapport met en lumière les principaux défis structurels du pays, tels que la forte dépendance à l'agriculture (20% du PIB - 40% de la main d'œuvre) et une structure économique fragile (85,5% d'entreprises informelles – 99% des unités commerciales sous forme de M-PME). Il aborde également des problématiques majeures telles que la pauvreté persistante (43,3 % de la population), l'insécurité alimentaire (63 %), les enjeux environnementaux (sécheresses, inondations, risques biologiques) ou encore l'instabilité régionale. Toutefois, le rapport salue le dynamisme des activités portuaires et logistiques et les progrès de numérisation, leviers de croissance à condition que les réformes nécessaires soient mises en œuvre pour réduire les vulnérabilités structurelles du pays. Pour pallier à ces défis, cinq axes de transformations sont suggérés : (i) favoriser un développement plus inclusif et local, (ii) attirer des investissements directs étrangers afin de dynamiser la production nationale, (iii) promouvoir l'innovation pour accroître la productivité, (iv) capitaliser sur la création de start-ups et (v) renforcer les partenariats continentaux (ZLECAf) et internationaux.



## Publications

Retrouvez ci-dessous les liens des dernières publications régionales des indicateurs de développement, et chiffres clés.

Indicateurs de développement	Chiffres clés
<a href="#">Bénin</a>	<a href="#">Bénin</a>
<a href="#">Burkina Faso</a>	<a href="#">Burkina Faso</a>
<a href="#">Cap-Vert</a>	<a href="#">Cap-Vert</a>
<a href="#">Côte d'Ivoire</a>	<a href="#">Côte d'Ivoire</a>
<a href="#">Gambie</a>	<a href="#">Gambie</a>
<a href="#">Guinée</a>	<a href="#">Guinée</a>
<a href="#">Guinée-Bissau</a>	<a href="#">Guinée-Bissau</a>
<a href="#">Libéria</a>	<a href="#">Libéria</a>
<a href="#">Mali</a>	<a href="#">Mali</a>
<a href="#">Mauritanie</a>	<a href="#">Mauritanie</a>
<a href="#">Niger</a>	<a href="#">Niger</a>
<a href="#">Sénégal</a>	<a href="#">Sénégal</a>
<a href="#">Sierra Leone</a>	<a href="#">Sierra Leone</a>
<a href="#">Togo</a>	<a href="#">Togo</a>

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)